

Demain 97 public

Non, il n'y a pas de sécurité sociale en Suisse

Les illusions de la prospérité et la propagande patronale diffuse sont d'une efficacité que l'on subit quasi inconsciemment. Nous en avons contrôlé sur nous-mêmes les effets, nous qui nous croyions avertis.

Nous étions persuadés que la très grande majorité des travailleurs étaient, dans leurs entreprises, au bénéfice d'une assurance-vieillesse et que, si les rentes AVS sont fort basses, le tout, retraite d'entreprise + AVS, devait être décent.

Il n'en est rien. Ce fait est mis en évidence par l'Office de statistique dans une enquête portant sur 1966. Monsieur Max Weber en a donné un commentaire précieux dans la « Tagwacht » (traduit dans « Le Peuple — La Sentinelle » du 6 juillet 1968).

En n'oubliant pas que sous les chiffres il y a des cas humains et que la statistique cache des visages, en sachant que derrière les nombres il y a non seulement les travailleurs, mais leur famille, leur femme, il vaut la peine d'examiner en détail l'assurance-vieillesse dans un des pays les plus riches du monde, la Suisse.

30 % sans protection.

Sur 2,1 millions de travailleurs, 628 000 ne touchent aucune rente de leur entreprise lorsque vient la vieillesse ou l'invalidité. C'est le 30 %, proportion considérable quand elle porte sur des nombres aussi grands, quand le pourcent se traduit en centaines de milliers de cas individuels.

Plus de 600 000 travailleurs sont, en Suisse, considérés comme dignes de travailler jusqu'au dernier souffle ou de tomber à l'assistance. Certes, dans la mythologie suisse où, depuis la Trinité et le serment du Rütli, les choses vont par trois, la vieillesse est assurée par trois piliers : l'AVS, les caisses d'entreprises et la prévoyance individuelle. Les 628 000 travailleurs que leurs patrons traitent en prolétariat n'ont qu'à être prévoyants, épargnants, fournis. Mais on imagine sans peine que si leurs employeurs

économisent sur la sécurité sociale, ils ne doivent pas être très larges sur les salaires. D'ici, on imagine l'épargne possible.

Ne tardez pas à mourir !

Ne soyez pas négatifs, diront les optimistes : le tiers d'oubliés signifie deux tiers de travailleurs pourvus. En fait, c'est moins rose.

Beaucoup de travailleurs ne touchent en effet pas de rente, mais un capital. Ils sont 286 000. Le capital qu'ils touchent correspond à quatre années de salaire. Max Weber donne ce commentaire :

« Avec les rentes de l'AVS, cela doit leur permettre de vivre pendant huit ans. Mais selon les statistiques, ils ont encore une chance de vie de treize ans. »

Poussons plus loin encore ! Nous n'avons plus que 891 000 travailleurs au bénéfice d'une rente. Mais ces rentes sont fort variables. Souvenez-vous des chiffres qui furent publiés au moment de la liquidation de la caisse de retraite de Thorens S.A. Bref, la statistique révèle que 286 000 travailleurs touchent des rentes qui représentent le 14 % du salaire !

Sécurité sociale pour le 30 % seulement.

En raffinant toujours plus la statistique, on constate que seuls 605 000 salariés sur 2,1 millions peuvent compter sur une assurance-vieillesse qui correspond à la moitié de leur salaire. Sur ce nombre, 231 000 sont employés dans les services publics.

Même si, en une année, cette catégorie s'est fortement accrue (+ 68 000), il reste cette vérité des chiffres ; il n'y a en Suisse de véritable sécurité sociale que pour le 30 % des travailleurs âgés.

Dans un pays riche parmi les riches, cette situation est intolérable et elle le demeurera tant que l'AVS ne garantira pas au moins le minimum vital. Plus encore, les insuffisances de l'AI ont parfois des conséquences dramatiquement inhumaines.

Spéculation et construction Les trois quarts des transactions immobilières sont stériles

Les transactions immobilières furent de 600 millions dans le canton de Vaud en 1963, elles sont tombées à 380 millions en 1966. Les agents immobiliers craignent, dès lors, une crise de la construction.

Dans la revue « Habitation », la rédaction dont est responsable l'architecte cantonal Vouga répond en ces termes :

« Le texte que nous venons de lire entend faire croire aux gens naïfs que le volume des constructions est grosso modo proportionnel au chiffre des transactions effectuées quelques années auparavant ; en d'autres termes que l'activité des agents immobiliers est la semence féconde qui engendrera plus tard de beaux logements sains et bien placés !

La menace est à peine voilée : de 600 millions de terrains vendus en 1963 (dont probablement 595 millions de terrains agricoles !) on est tombé à 380 millions en 1966 : les terrains vont donc manquer.

Il n'est guère possible de travestir davantage la réalité. Une faible partie seulement de ces ventes, le quart à peine, correspond à une intention de construire et ce quart suffit largement aux besoins ; le reste n'est que pure opération spéculative. Ces ter-

rains n'ont pas vu s'exécuter le moindre chemin, se poser la moindre canalisation. Après comme avant, ce sont des terrains nus, non équipés, cultivés — un peu moins bien qu'autrefois — par leurs anciens propriétaires. Rien n'a changé sauf le prix qui est passé d'une valeur agricole à une valeur de « terrain à bâtir ».

Voilà en quoi consistent ces transactions ! Il faut ajouter qu'aucune ne s'est faite en fonction d'un plan d'extension, mais au hasard des situations dans les familles paysannes.

C'est après coup qu'on cherche à faire pression sur les autorités pour qu'elles acceptent de laisser construire là où elles n'en ont aucune intention. Mais les autorités ne se laissent pas si facilement manœuvrer et les terrains demeurent tels qu'ils sont. Bien entendu, les fonds placés prétendent à des intérêts et de cette situation naît l'idée désormais admise partout qu'un terrain « prend de la valeur » quoi qu'on fasse. Le temps s'approche cependant où tous ces mauvais calculs vont être déjoués et où ces investissements inconsidérés, facilités souvent, si ce n'est toujours, par les établissements financiers, se transformeront en pertes sèches ! »

Bi-mensuel romand

N° 97 12 septembre 1968 Cinquième année

Rédacteur responsable : André Gavillet

Le numéro : 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros :

Pour la Suisse : 12 francs

Pour l'étranger : 15 francs

Changement d'adresse : 50 centimes

Administration, rédaction :

Lausanne, Case Chauderon 142

Chèque postal 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro
ont collaboré :

Henri Galland

André Gavillet

Jean-Jacques Leu

Jacques Morier-Genoud

Marx Lévy

Christian Ogay

Le N° 98 sortira de presse le jeudi 26 septembre 1968

L'ordre et le « socialisme » règnent à Prague! Peut-on être communiste sans faire de l'antisoviétisme ?

Il faut poser la question aux historiens : Quand, pour la dernière fois, un événement politique de portée internationale a-t-il suscité en Suisse une réaction d'une unanimité aussi totale qu'au lendemain de l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie ? En août 1968, aucune famille ne fut à contre-courant de l'opinion publique : jusqu'où faut-il remonter pour trouver tel accord ? L'écrasement de la révolution hongroise ? L'attaque de la Finlande ? Les agressions hitlériennes contre la Pologne ou la Belgique ? Chaque fois l'indignation nationale souffrit des exceptions.

L'unisson d'aujourd'hui, si répugnante que soit la conduite soviétique, ne tient pas à l'énormité de l'événement. Budapest fut plus sanglant, le pacte germano-russe plus contre-nature, les crimes de Staline révélés par Kroutchev plus accablants. Mais les communistes justifiaient alors au nom de la nécessité et de la finalité de l'histoire : les lendemains redonneraient, disaient-ils, au présent, apparemment odieux, une autre signification, et l'excommunication sociale que leur valait cette obstination, ils la vivaient comme l'épreuve de leur foi.

A l'automne de Prague 1968, la Tchécoslovaquie ne subira pas un régime plus dur que celui que lui infligèrent dès 1948 (1952, procès Slansky) ses dirigeants staliniens. A l'époque, ce régime-là eut, ici, ses approbateurs. Ce qui est nouveau, ce n'est donc pas l'événement, mais la perte de la foi-qui-justifie. Moscou n'est plus la Mecque.

Les paradoxes de l'unanimité

Cette unanimité, quand on y regarde de plus près, réserve du côté de la bourgeoisie quelques surprises, propres à donner raison aux cyniques.

Ainsi on a pu mesurer à travers les innombrables parallèles Budapest 1956 — Prague 1968, à quel point la thèse soviétique de la légitimité de l'écrasement de la révolution hongroise (dite « contre-révolution ») avait pris corps : à Prague, les Russes n'avaient pas les mêmes « bonnes » raisons d'intervenir qu'à Budapest, a-t-on lu abondamment. Et l'indignation de 1968 faisait, étrangement, apparaître une assimilation occidentale du coup d'Etat communiste de 1948, alors que seul le nouveau cours démocratique du P.C. tchécoslovaque était en train de donner à ce parti une première légitimité nationale. Bref, pour pouvoir mieux manifester leur antisoviétisme, beaucoup tenaient à crier que l'intervention russe était d'autant plus inqualifiable que les Tchèques étaient et sont de bons communistes, ce qui sous-entend qu'elle aurait été acceptable s'ils avaient cessé de l'être. Curieuse conception de la souveraineté d'un pays ! Les peuples balkaniques seraient-ils éternellement condamnés à ne plus changer de régime ? Belle confusion entre ce qu'il y a d'irrévocable dans l'avancement de l'histoire (la Restauration n'a pas pu rétablir le statut d'avant la Révolution de 1789) et le droit d'un peuple à disposer démocratiquement de lui-même !

Jusqu'ici, dans les diverses familles de la gauche, la

condamnation n'a pas dépassé le stade verbal. Les socialistes ont rappelé, cela va de soi, qu'ils conjugaient ensemble socialisme et démocratie, les trotskystes ont dénoncé les méfaits de la bureaucratie néo-stalinienne, les communistes ont réprouvé l'occupation militaire, mais déclaré qu'ils ne feraient pas, à cette occasion, de l'antisoviétisme.

On ne peut en rester là. Les communiqués donnent la réaction première, ensuite ils glissent dans le replâtrage verbal, le style caoutchouc ou nègre-blanc dont le Parti communiste français nous a donné déjà, par la résolution de son comité central, un bel exemplaire et dont les Tchèques ont dit ce qu'ils en pensaient. L'événement ne saurait être le prétexte à rechercher l'humiliation de qui que ce soit, mais il serait déplorable que la réflexion ne dépassât pas le stade de ces résolutions.

La libéralisation de l'URSS

Les chroniqueurs des jours sombres aiment les conclusions qui sentent l'optimisme des combats où l'on se refuse à désespérer. La liberté, écrivent-ils, finit toujours par triompher. Admirable idéalisme que l'histoire illustre mal, tout au long des siècles, XX^e compris. Comment l'idée abstraite pourrait-elle trouver en elle seule, à la Platon, sa vérité ?

D'autres, plus fidèlement marxistes, attendent, de l'évolution même de la société soviétique et des mutations de ses classes sociales, une libéralisation. C'est la thèse Isaac Deutscher dans sa « Révolution inachevée » (1967, chez Robert Laffont). Elle peut être résumée ainsi : en 1917, la Révolution bolchévique a triomphé dans un pays qui ne comptait qu'un faible prolétariat, dont le rôle aux journées d'Octobre fut d'ailleurs décisif. D'où la nécessité de forcer l'industrialisation, d'accoucher au forceps d'une classe ouvrière, d'où la rigidité bureaucratique, le totalitarisme, l'autoritarisme.

Cette classe ouvrière, aujourd'hui, existe ; elle a reçu une instruction d'un niveau élevé ; elle pourrait être l'instrument de l'achèvement de la Révolution, aidée par des technocrates vérifiant les méfaits d'une planification rigide, par des intellectuels allergiques à la censure etc...

Cet optimisme, qu'il était naturel de partager avant Prague, trouve aujourd'hui son démenti, non en vertu d'un « accident de parcours », selon la formule de l'incroyable Michel Debré, mais par l'effet d'une logique politique. Laquelle ?

La malédiction de l'Europe centrale.

Admettons qu'à partir d'un certain niveau de développement, la gestion économique exige des formes plus souples de gouvernement, une sorte de concurrence, une critique, une vérité des faits peu conciliable avec la planification de type soviétique ; admettons que ce cours nouveau entraîne une plus grande liberté d'expression, une meilleure répartition des responsabilités, une débureaucratisation, etc. ...

Il est évident que toute libéralisation communiste sera vécue intensément, d'abord, dans le glacis bal-

canique. Budapest et Prague l'ont démontré, à douze ans d'intervalle. Les raisons en sont simples.

Economiquement ces pays sont exploités par l'URSS, qui fait jouer en sa faveur les termes de l'échange. La libéralisation est, en Europe centrale, amplifiée par la fierté, le besoin d'indépendance nationale. Ces pays sont riches d'une histoire, d'une culture européenne, héritiers, quelques-uns, d'une tradition démocratique. Géographiquement, ils sont perméables aux idées ou à l'influence occidentale.

Or la malédiction historique tient à cela précisément. Ils sont destinés à vivre les premiers, avec la plus grande intensité, la libéralisation du régime communiste. Du même coup, ils donnent aux éléments conservateurs, néo-staliniens, de l'URSS des arguments irrésistibles au nom de la raison d'Etat.

La raison d'Etat

Il est bien rare dans l'histoire que les affreux assument leur laideur : quelques tyrans, certes, firent le mal en artistes, mais cet aristocratism n'est pas dans le style soviétique moralisant. Les bureaucrates du Kremiin les plus durs, quand ils défendent leurs privilèges par tous les moyens, donnent de leur politique une explication non pas cynique, mais noble ; or les risques d'une libéralisation du glacis balkanique leur permettent de parler la langue de la raison d'Etat, au sens le plus traditionnel du terme.

A l'Est, l'URSS est flanquée d'une Chine toujours plus redoutable, et l'émancipation de l'Europe orientale, dont l'Allemagne de l'Est, signifierait l'effritement du cordon sanitaire et la probabilité d'une réunification germanique, qui, remembered, deviendrait la quatrième puissance industrielle (et militaire) du monde.

L'abc du métier d'homme d'Etat, c'est d'éviter à tout prix que son pays puisse être coincé entre deux blocs hostiles.

Cette leçon, dite de l'histoire, elle fut serinée à tous les potaches français. François I et Charles Quint, les Habsbourg d'Espagne et ceux d'Autriche ; ce fut encore un des griefs contre la non-intervention du gouvernement de Léon Blum dans la guerre civile espagnole : la France laissait s'instaurer un régime fasciste sur les Pyrénées et sur le Rhin. Ce qui s'est dit en France, des siècles durant, se dit en URSS. Les durs y parlent, naturellement, le langage de la raison d'Etat, comme Staline croyait le faire. En fait, l'analyse est fautive : une Europe libérée des blocs ne serait pas revancharde, mais tendrait à la neutralité.

Ainsi la libéralisation se heurte à cette impasse : elle prend une signification, prioritairement, pour la « marche » communiste d'Europe centrale, du même coup les conservateurs russes prétendent avoir pour eux les impératifs de la sécurité nationale. Ils peuvent faire valoir, d'ailleurs, parallèlement, l'intérêt économique soviétique : dans la mesure où le peuple soviétique goûte le bien-être nouveau du confort, tout désordre peut lui être présenté comme mise en cause de cette vie meilleure. Sécurité économique et sécurité militaire jouent le jeu du conservatisme soviétique oppressif.

Document: démocratie et liberté

C'est en 1918, écrivant en prison que Rosa Luxembourgeois rédigea un jugement enthousiaste et sévère sur la Révolution russe. Son texte est un document qui mérite d'être lu et relu. En voici un fragment :

D. P.

« La pratique du socialisme exige toute une transformation intellectuelle dans les masses dégradées par des siècles de domination bourgeoise. Instincts so-

ciaux à la place des instincts égoïstes, initiative des masses à la place de l'inertie, idéalisme passant au-dessus de toutes les souffrances, etc. Personne ne sait cela mieux, ne le décrit avec plus de force, ne le répète avec plus d'obstination que Lénine. Seulement, il se trompe complètement sur les moyens : décrets, puissance dictatoriale des inspecteurs d'usines, pénalités draconiennes, règne de la terreur sont autant de palliatifs. Le seul chemin qui

conduise à la renaissance, c'est l'école même de la vie publique, la démocratie la plus large et la plus illimitée, l'opinion publique. C'est justement la terreur qui démoralise.

Tout cela ôté, que reste-il ? Lénine et Trotsky ont mis à la place des corps représentatifs sortis d'élections populaires générales les soviets comme la seule représentation véritable des masses ouvrières. Mais, en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est

La coexistence pacifique

La description que nous esquissons pourrait être contestée au nom de l'expérience historique ; tout le XIX^e siècle a connu le même phénomène : la résonance amplificatrice des mots liberté et indépendance en Europe centrale. La Turquie, l'Autriche et la Russie en connurent les effets. A Varsovie ou Budapest (voire à Milan), les révolutions libérales trouvaient leur terrain naturel ; le conservatisme autoritaire des empires centraux rétablit, à chaque fois, l'ordre casqué. Mais ces régimes ne connurent-ils pas, pourtant, un jour, leur défaite intérieure ? Pourquoi l'histoire ne se répéterait-elle pas ? Faut-il exclure une mutation en URSS ?

La situation, dans tous les cas, est différente, car c'est la guerre, qui, le plus souvent, au long du XIX^e siècle bouleversa l'ordre ancien ; la guerre, et non les vertus magiques du mot liberté, fut la sage-femme des révolutions.

Or, nous vivons aujourd'hui dans la coexistence pacifique, c'est-à-dire dans la paix qu'inspire la terreur nucléaire. Et les bienfaits de cette paix sont chargés d'une énorme ambiguïté ; le statu quo mondial signifie l'immobilité des dictatures de l'Est et de l'Ouest, le rétrécissement de l'aire de la démocratie par peur du communisme ou de la contre-révolution. Enfin, la technique nucléaire n'est qu'un aspect des possibilités oppressives qu'apporte la science. La technique multiplie les dimensions de la force. Voyez Prague, souvenez-vous d'Athènes ! Si ingénieuse qu'ait été la résistance passive tchèque, elle butait sur cette double évidence de l'oppressivité du monde moderne : statu quo nucléaire et poids surchargé de la force, des tanks, des contrôles policiers, de la mise en condition du peuple agresseur par sa presse, sa TV et sa radio.

Dans ces conditions, quelles que soient les raisons économiques qui pourraient pousser le monde communiste à la libéralisation, si raisonnable, digne d'encouragement qu'ait pu être l'hypothèse d'un de Gaulle, d'un Willy Brandt, d'un Dubcek pensant qu'une Europe libérée des blocs serait gage de paix en acceptant de se neutraliser elle-même, il faut admettre comme plus vraisemblable l'enfoncement de l'URSS dans le bureaucratisme autoritaire, chauvin et nationaliste.

Le communisme occidental après Prague

Quand les partis communistes européens se disaient révolutionnaires, quand l'URSS était reconnue comme la patrie du socialisme, quand la coexistence pacifique n'était pas entrée dans les faits, les partis communistes secoués par les événements étaient capables de résister aux lames de fond, ils étaient fidèles à leurs principes, à eux-mêmes.

Aujourd'hui, ils sont dans une contradiction politique inextricable.

La coexistence pacifique les a poussés à définir mieux leur vocation démocratique. La voie révolutionnaire est

en effet pour eux exclue : les Etats-Unis ne laisseraient pas faire et interviendraient sous l'œil indifférent de Moscou ; ils ont donc multiplié les professions de foi sur le respect de la majorité, de la minorité, sur le pluralisme, sur l'unité de la gauche, etc. ... Ils prenaient en fait le ton, l'allure d'un parti réformiste, prêts à se transformer en deuxième édition de la sociale-démocratie.

Or, la même coexistence pacifique pousse périodiquement l'URSS à contrôler dictatorialement sa zone d'influence, infligeant dans les faits un démenti aux partis communistes occidentaux, qui sont, ainsi, plongés dans la situation inconfortable du repentir qui ne peut faire la preuve de sa sincérité : comment, après Prague, persuader l'opinion publique de leur démocratisation ?

On comprend mieux ce que la libéralisation du régime tchèque signifiait pour eux : ils allaient trouver, enfin, de l'autre côté du rideau de fer un garant, un répondant de leur politique nationale, démocratique. C'était capital. D'où la déception vive.

Aujourd'hui ils se sont avancés trop loin dans la voie communiste-démocrate pour éviter les choix, ou alors l'équivoque deviendrait insupportable ; et c'est une équivoque que de vouloir condamner le coup de Prague sans jamais faire de l'antisoviétisme.

Le problème ne se limite pas d'ailleurs à une question d'allégeance envers Moscou, il touche à des questions théoriques essentielles. Nous aimerions en esquisser trois, brièvement, sous forme de notes pour ouvrir la discussion.

A. Une théorie du langage

Une des perversions du marxisme soviétique se reflète dans la destruction du langage. Marcuse insiste tout particulièrement sur ce point à juste titre. La révolution est baptisée contre-révolution, un régime autoritaire se dit soviétique, la dictature, centralisme démocratique, etc. ... Ce détournement du sens ordinaire des mots dépasse les besoins de la propagande ; les mots deviennent les fétiches de la classe dirigeante, un instrument de sa domination. Rien de plus contraire à l'esprit révolutionnaire, au style même de Marx ou de Lénine ou de Trotsky.

Il ne s'agit pas d'une simple question de vocabulaire ; ainsi la falsification de l'histoire (l'esprit révolutionnaire est fait de respect, d'analyse et de critique des leçons de l'histoire) disqualifie l'instruction soviétique, qui est pourtant, nous l'avons dit, d'un niveau élevé. Nous avons attendu, nos lecteurs s'en souviennent, pour en mieux juger, la commémoration du cinquantième de la Révolution d'Octobre. En 1967 oserait-on, sinon réhabiliter du moins citer, Trotsky ? Tel ne fut pas le cas. Le détournement du langage est bien une des maladies séniles du communisme totalitaire.

B. La propriété d'Etat

Le capitalisme se définit par l'appropriation privée des moyens de production. Il n'y a pas de socialisme, à quelque famille qu'il appartienne, sans une critique fondamentale de cet accaparement.

Mais l'étatisation des moyens de production, telle que l'URSS la pratique, est un accaparement à rebours dont les méfaits totalitaires sont connus. Ils ne pourraient être corrigés que par d'énormes contre-poids (toutes les formes de liberté d'expression ; liberté syndicale ; liberté politique) ou par la transformation des monopoles d'Etat en propriétés collectives. Ces réflexions rejoindraient celles que suggère, en régime capitaliste, l'accroissement de la fortune des entreprises par autofinancement.

Quoi qu'il en soit, la critique de la bureaucratie soviétique est vaine, si elle ne débouche sur une critique de l'étatisation et une réflexion nouvelle sur les formes du collectivisme et de la propriété.

C. Autoritaire ou libertaire

Remettre en cause le langage rituel, remettre en cause la propriété d'Etat ; il faudra aller plus loin encore : c'est toute la conception autoritaire du communisme qui est en jeu. Il ne se renouvellera que par un élan nouveau et libertaire. Une donnée essentielle de la réflexion politique est que la société renforce ses pouvoirs plus vite que l'individu n'élargit sa sphère de liberté. Plus que jamais la redéfinition de la liberté est le thème central ; non seulement, on redécouvre ou redécouvrira ce qu'on de précieux les auteurs libertaires, tels Proud'hon, Bakounine, Rosa Luxembourg, mais aussi le prix de certaines libertés, dites bourgeoises, durement acquises au XVIII^e et XIX^e.

L'engrenage

L'Europe démocratique n'est qu'une étroite Lotharingie : Fascisme militaire en Grèce, Tchécoslovaquie occupée militairement ; la France en équilibre instable, les événements de mai ayant mis en place les éléments d'un régime autoritaire ; maigre bilan de ces deux dernières années.

La démocratie européenne est étroite et fragile. Athènes, Prague, les coups de force occupent les plateaux de la balance, se donnent réciproquement des excuses, où la liberté est perdante à tout coup. C'est l'engrenage.

La marge d'indépendance de la Lotharingie démocratique est mince ; c'est pourquoi le révolutionnarisme nous semble irréaliste. L'on ne peut penser qu'en termes de liberté, de fédéralisme, de construction européenne, de démocratie, de lutte contre les fascismes installés.

Mais il est évident aussi que l'engrenage sert tous les conformismes, tous les conservatismes. La Lotharingie démocratique n'est plus en mesure de jouer à la Grande-Puissance, mais elle ne se justifiera que par son originalité, son sens de la réforme, de la justice, son dépassement du capitalisme.

Sagesse forcée, audaces calculées ; il faudra de très grandes qualités à ceux qui vivent entre les Carpathes et les Pyrénées pour assurer leur avenir.

fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les soviets mêmes. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. C'est une loi à laquelle nul ne se soustrait... La vie publique entre peu à peu en sommeil ; quelques douzaines de chefs de parti, d'une énergie inépu-

sable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent ; parmi eux, la direction est en réalité aux mains d'une douzaine d'hommes à cerveau éminent, et une élite de la classe ouvrière est de temps à autre convoquée à des réunions pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente — c'est donc, au fond, un gouvernement de coterie — une dictature, il est vrai, mais non pas la dictature du prolétariat, non : la

dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine (le recul des congrès des soviets de trois mois à six mois !) Il y a plus encore : un état de choses pareil engendre nécessairement une augmentation de sauvagerie dans la vie publique : attentats, otages fusillés, etc. »

(Rosa Luxembourg : La Révolution russe, publication posthume, traduction française de Bracke.)

Le tarif manœuvre des Câbleries

Les Câbleries de Cossonay ont engagé pendant les vacances d'été des étudiants comme main-d'œuvre d'appoint. L'expérience fut célébrée dans la presse ; l'offre eut du succès.

Les étudiants furent reçus sans paternalisme et mis au travail sans chouchouterie ; ils eurent à se familiariser avec des travaux simples de manœuvre spécialisé : soudures, tréfilage grossier, etc. ...

On les paya Fr. 4.25 l'heure, ce qui est correct. Mais ils découvrirent que des ouvriers, manœuvres comme eux, n'étaient même pas payés à ce tarif-là.

Si la direction n'interdisait pas toute activité syndicale dans cette entreprise, il y aurait là matière à enquête : quelle est la nature et la justification de cette disparité ? Mais le syndicat n'est pas toléré aux Câbleries... pour cause.

Fiscalité: progression à froid

La Vie Economique de juillet 68 publie une enquête sur le revenu du travail et la charge fiscale des ouvriers et employés.

Voici quelques lignes essentielles de cette étude : « Le tableau montre que les gains annuels moyens réalisés en 1967 accusent sur l'année précédente une augmentation de 8,8 % chez les ouvriers et de 7,1 % chez les employés. A la suite du passage du revenu imposable dans des classes de progressivité plus élevées, le montant de l'impôt dû s'est accru de 22,7 % pour les premiers et de 18,2 % pour les seconds. La charge fiscale moyenne rapportée au gain annuel brut a passé de 5,4 % à 6,1 % chez les ouvriers et de 7,7 % à 8,5 % chez les employés. »

Un secrétaire syndicale suisse réclame enfin le droit de congestion

Une nouvelle convention a été ratifiée, récemment, de justesse dans l'imprimerie. Ce résultat nous rappelle les commentaires énergiques d'un secrétaire syndical.

« S'il fallait illustrer d'un exemple pratique la nécessité urgente de dépasser le stade actuel des rapports du travail entre associations d'employeurs et d'ouvriers, celui des typographes serait particulièrement concluant. L'étonnant résultat de la votation générale du 22 août écoulé, où les membres de la Fédération suisse des typographes acceptèrent le nouveau contrat collectif de travail par 3253 voix contre 2983, c'est-à-dire par une majorité de 50,5 contre 47,8 % (compte tenu des bulletins non valables), témoigne d'un malaise qui s'accroît sans cesse. »

L'auteur se livre ensuite à une analyse détaillée des problèmes concrets de la profession pour aboutir à cette conclusion.

« Mais, encore une fois, la vraie cause du mécontentement n'est pas seulement dans cette question pourtant importante de la rémunération, ni dans le rejet de la demande d'une indemnité de départ à verser à l'ouvrier après un engagement de longue durée, compensée d'une certaine façon avec la prolongation du délai de congé. Elle n'est pas due tellement au fait que les patrons persistent à ne pas tenir compte des années de pratique dans le métier pour fixer le droit aux vacances, ni tellement dans le fait que des localités n'ont pas été transférées dans une classe

supérieure de salaire, ou parce qu'elle n'ont pas obtenu l'indemnité de résidence revendiquée.

« Ce mécontentement croissant est dû avant tout au fait que l'on a refusé une fois de plus à l'organisation ouvrière le droit de participer effectivement à la réglementation de la production, à la détermination de la politique générale des prix, à la gestion paritaire des biens communautaires, à la répartition équitable des fruits du travail. »

C'est là une analyse juste de ce qui est revendication immédiate et revendication fondamentale et une bonne définition de la cogestion. Elle est signée de M. Jean Möri, dans la Revue syndicale suisse, de septembre 1947.

Pour le directeur des éditions Rencontre tout vient à point!

Le droit des travailleurs sur l'autofinancement des entreprises, cette idée, cette revendication fait son chemin.

Elle a surgi, par exemple, dans le bulletin d'entreprise de la Maison Rencontre. M. A. Estoppey la pose, en se référant aux expériences françaises :

On lira avec intérêt la réponse de M. Pierre de Muralt. Il parle en amoureux déçu qui n'aurait jamais entièrement désespéré.

« Il y a dix-huit ans, j'ai entrepris d'ouvrir le dialogue avec les trois ouvriers et l'unique employé de ce qui était, à l'époque, l'Imprimerie Henri Jaunin. Ce que je leur proposais, c'était exactement ce que vous souhaitez aujourd'hui : devenir des participants à part entière, aussi bien au stade des responsabilités à prendre qu'à celui de la répartition du profit. Hélas, l'entreprise était déficitaire. Les risques découlant de la direction que je souhaitais donner à l'entreprise paraissaient démesurés. Mes interlocuteurs pensaient en termes de sécurité — ce qui est légitime ; je parlais de construire l'avenir, en un mot d'aventure ! Nous ne nous sommes pas compris ; le dialogue a tourné court et je me suis bien promis de ne le reprendre que lorsque tous les intéressés le souhaiteraient !

Tout vient donc à point à qui sait attendre : Rencontre, dans l'intervalle, s'est construit et offre aujourd'hui une base de discussion plus tangible que mes rêves de l'époque. »

Mais pour quelqu'un qui attendait depuis dix-huit ans, la prudence est fort expectative, quoique teintée d'un lyrisme de manager. Voici la conclusion :

« Je souhaite donc que se constitue à Lausanne un groupe d'études qui travaillera avec la direction sur une base parfaitement paritaire. Ce groupe d'études devrait également être en liaison permanente avec le « comité d'entreprise » que nous avons la chance de voir fonctionner à Mulhouse.

Il me paraît nécessaire aussi que le syndicat soit intéressé à nos travaux et puisse faire valoir les points de vue plus généraux de la profession.

Quant à la direction, je souhaite que pour l'instant tout au moins, et jusqu'à ce que votre groupe d'études se soit mis au travail, elle reste fidèle à la réserve que je me suis imposée il y a dix-huit ans. Par contre, pour les initiatives que vous prendrez, vous trouverez alors de notre part une totale ouverture ! Qu'il se dégage, parmi les collaborateurs de Rencontre, un intérêt réel et profond pour l'une ou l'autre des innombrables formules envisageables de participation, et nous chercherons à définir ensemble la meilleure, à la mise en œuvre de laquelle nous appliquerons la capacité d'initiative dont Rencontre a fait preuve, constamment, sur d'autres fronts, depuis sa fondation. »

Pierre B. de Muralt

Affaire à suivre ! Mais il nous semble que M. de Muralt confond deux choses : l'aventure qui aurait été celle d'une coopérative de production, et le droit des ouvriers sur l'enrichissement dû à l'autofinancement.

L'équation des banques qui prêtent sans caution à des taux de 20%

La Fédération pour la protection des Consommateurs a procédé à une enquête sur les taux pratiqués par les banques spécialisées dans les petits prêts que l'on peut obtenir « rapidement, sans formalités compliquées, en toute discrétion et surtout sans caution » (circulaire-réclame de la Banque Golay et Cie.).

Or les taux moyens pratiqués sont extrêmement élevés puisqu'ils se situent autour de 20 % ; et ils sont d'autant plus choquants que le 30 % des emprunteurs y recourent par nécessité, injustement victimes des circonstances, et que les 70 % empruntent pour acheter quelque objet de consommation que la publicité a fait miroiter ; ils sont eux, en grande majorité, de pauvres exploités.

Un de nos lecteurs nous a adressé le calcul détaillé d'une de ces opérations. Voici le tarif de la Banque Golay et Cie. à Lausanne pour un emprunt de 500 fr.

Extraits de nos tarifs	Remboursement en 12 mois
Somme à recevoir par l'emprunteur	500
Remboursement mensuels	
Les 4 premiers mois	7,50
Les mois suivants	7 × 67.—
Le dernier mois	65,25
Total à rembourser par l'emprunteur	564,25
Coût de l'emprunt	64,25

J'emprunte 500 fr., je rembourse 564,25 fr. ; cela me coûtera donc 64,25 fr. De là, le client déduira que le taux de la transaction a été un peu supérieur à 12 %. En réalité, l'intérêt commercial se calcule de la manière suivante, voyez le tableau qui suit, où T représente le taux de la transaction.

Sommes versées par le client augmentées de leurs intérêts	Somme versée par la banque augmentée de ses intérêts
500 + 500 T	500 + 500 T

Fin du mois :	Perte intérêt pend. mois :
1 ^{er} 7,5 + 7,5 · $\frac{11}{12}$ T	11
2 ^e 7,5 + 7,5 · $\frac{10}{12}$ T	10
3 ^e 7,5 + 7,5 · $\frac{9}{12}$ T	9
4 ^e 7,5 + 7,5 · $\frac{8}{12}$ T	8
5 ^e 67 + 67 · $\frac{7}{12}$ T	7
6 ^e 67 + 67 · $\frac{6}{12}$ T	6
etc.	

Au total : $564,25 + \frac{2161}{12} T = 500 + 500 T$

C'est l'équation de la banque Golay ! Or quiconque sait encore résoudre une équation du 1^{er} degré trouvera sans trop de peine que $T = \frac{771}{3839}$.

En d'autres termes à quelques poussières près on peut affirmer que le taux est de 0,2 soit de 20 %. Telles sont les conditions « ordinaires » de ce genre d'établissement !